



**Convention internationale  
sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr.  
GENERALE

CERD/C/SR.1072  
3 mars 1995

Original : FRANCAIS

COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Quarante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1072ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 28 février 1995, à 10 heures

Président : M. GARVALOV

SOMMAIRE

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les Etats parties conformément à l'article 9 de la Convention

- Septième, huitième, neuvième et dixième rapports périodiques de la Trinité-et-Tobago

Questions d'organisation et questions diverses

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 15.

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION (point 4 de l'ordre du jour)

- SEPTIEME, HUITIEME, NEUVIEME ET DIXIEME RAPPORTS PERIODIQUES DE LA TRINITE-ET-TOBAGO (CERD/C/224/Add.1)

1. Sur l'invitation du Président, Mme Henry-Placide et M. Placide (Trinité-et-Tobago) prennent place à la table du Comité.

2. Mme HENRY-PLACIDE (Trinité-et-Tobago) indique que le rapport à l'examen de la Trinité-et-Tobago est un document de synthèse couvrant la période allant de 1987 à 1993 et englobant les septième, huitième, neuvième et dixième rapports périodiques correspondants. Elle précise que le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago s'est efforcé de tenir compte des observations faites par le Comité lors de l'examen de son sixième rapport périodique (CERD/C/116/Add.3), en 1987, en fournissant notamment des informations plus détaillées sur l'application de la Convention. Elle signale néanmoins que les statistiques relatives à la composition ethnique de la population n'ont qu'une valeur utilitaire car le Gouvernement trinidadien évite soigneusement de recourir à toute stratégie de développement qui pourrait susciter des divisions ethniques au sein de la nation trinidadienne.

3. Le PRESIDENT remercie la délégation trinidadienne et invite M. Chigovera, rapporteur du Comité pour la Trinité-et-Tobago, à présenter ses observations et à formuler ses questions sur le rapport de l'Etat partie.

4. M. CHIGOVERA se félicite tout d'abord de ce que la Trinité-et-Tobago ait décidé de présenter de nouveau ses rapports périodiques après une longue interruption de huit ans. Il engage le Gouvernement trinidadien à poursuivre le dialogue ainsi rétabli avec le Comité. Il fait, en revanche, observer que, contrairement au sixième rapport de la Trinité-et-Tobago, présenté en 1987, son dixième rapport laisse à désirer sur le plan de la qualité et de la présentation et n'est pas conforme aux principes directeurs définis dans le document du Comité CERD/C/70/Rev.3. Il espère que le Gouvernement trinidadien voudra bien tenir compte de ces principes directeurs lorsqu'il établira ses prochains rapports.

5. M. Chigovera fait ensuite observer qu'un certain nombre de sujets sur lesquels l'attention de la délégation trinidadienne a été appelée en 1987 par le Comité n'ont pas été abordés dans le rapport à l'examen, par exemple la question des mesures qui ont été prises pour éliminer la discrimination raciale dans le secteur de l'emploi ainsi que les voies de recours prévues pour les victimes éventuelles de pratiques discriminatoires dans ce domaine. Affirmer, comme le Gouvernement trinidadien l'a fait dans son rapport, que la discrimination raciale n'existe pas à la Trinité-et-Tobago, n'est pas suffisant pour convaincre que ce pays s'acquitte des obligations découlant des dispositions de l'article 5 de la Convention. Il note, en outre, que la réponse à une autre question posée en 1987 ne figure pas dans le rapport :

celle de savoir pourquoi il n'y a pas de réfugiés politiques à la Trinité-et-Tobago alors qu'il existe dans certains pays voisins des persécutions politiques entraînant des flux de réfugiés, ou si les réfugiés présents à la Trinité-et-Tobago bénéficient d'un autre type de statut.

6. Notant qu'il est indiqué au paragraphe 11 du rapport de l'Etat partie que "la Trinité-et-Tobago n'est pas partie à la Convention relative au statut des réfugiés ni au Protocole relatif au statut des réfugiés" et que l'admission sur le territoire trinitadien est régie par la législation nationale, M. Chigovera estime qu'il serait intéressant de savoir quel est le statut accordé aux éventuels réfugiés à la Trinité-et-Tobago et en vertu de quelles dispositions légales les réfugiés peuvent être refoulés aux frontières.

7. Eu égard à l'article 6, il serait utile au Comité de savoir si les victimes d'actes de discrimination raciale peuvent bénéficier de voies de recours promptes et efficaces en vertu des dispositions de la Constitution, dont il est fait mention au paragraphe 32 du rapport de l'Etat partie.

8. Comme cela a été fait en 1987, M. Chigovera demande de nouveau à la délégation trinitadienne si la formation de partis politiques sur des bases raciales ou ethniques est interdite, compte tenu du caractère pluriethnique de la société trinitadienne. En rapport avec l'article 7 de la Convention, il aimerait savoir s'il existe des programmes d'information visant à porter les dispositions de la Convention à la connaissance des fonctionnaires de la police. Il attache à cette question d'autant plus d'importance que le paragraphe 31 du rapport semble indiquer une tendance à la répartition ethnique dans les différents secteurs de travail. Ainsi, les Trinidiens d'origine africaine sont majoritairement employés dans le service public et les forces de sécurité tandis que ceux d'origine indienne travaillent surtout dans le commerce et l'agriculture. Il aimerait également obtenir des éclaircissements sur l'application de l'article 4 de la Convention concernant l'interdiction de toute propagande en faveur de la supériorité raciale.

9. M. Chigovera doute que les dispositions de l'article 4 de la loi relative à la sédition soient suffisantes pour satisfaire aux obligations découlant pour la Trinité-et-Tobago des alinéas a) et b) de l'article 4 de la Convention. La volonté exprimée par le Gouvernement trinitadien dans différents passages du rapport de combattre la discrimination raciale sous toutes ses formes devrait se traduire dans des lois reflétant clairement la Convention, notamment l'article 4.

10. Notant que le paragraphe 4 du rapport de l'Etat partie signale la promulgation d'une législation spéciale régissant le mariage et le divorce entre les musulmans et le mariage entre les hindous, M. Chigovera demande pourquoi ces actes ne sont pas régis par le régime général des mariages et si l'existence de régimes spéciaux correspond à un besoin spécifique. Dans le même ordre d'idées, il déclare qu'il serait intéressant de savoir pourquoi des lois spéciales ont été promulguées pour favoriser les activités de divers groupes d'intérêts, comme cela est indiqué au paragraphe 6 du rapport.

11. S'agissant du Centre d'études ethnologiques de l'Université des Antilles dont il est question au chapitre 8 du rapport, M. Chigovera demande si ce centre contribue à promouvoir l'harmonie raciale à la Trinité-et-Tobago et

s'il influence les politiques nationales relatives aux relations raciales. Il demande en outre pourquoi il est dit au paragraphe 14 du rapport que "les personnes qui se considèrent Caraïbes ou d'ascendance caraïbe font partie intégrante de la société", ce qui semble signifier que ces personnes ne constituent pas un groupe ethnique distinct et identifiable.

M. Chigovera demande enfin quelles mesures ont été prises pour réduire l'hostilité, les tensions et les violences sociales à l'égard de la communauté d'origine libanaise et syrienne.

12. Mme SADIQ ALI, ayant noté qu'il est indiqué dans le paragraphe 1 du rapport de l'Etat partie (CERD/C/224/Add.1) que les victimes d'actes de discrimination raciale peuvent s'adresser à la "High Court", demande si la législation trinitadienne ne prévoit pas des voies de recours moins longues et onéreuses. Elle demande en outre si le fait que la "High Court" n'a été saisie d'aucun cas de violations présumées de droits de l'homme par l'Etat pour des raisons fondées sur la race, l'origine, la couleur, la religion et le sexe n'est pas dû à la méconnaissance des dispositions de la Convention, en particulier de celles de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2, en vertu duquel chaque Etat partie s'engage à ne pas encourager, défendre ou appuyer la discrimination raciale pratiquée par une personne ou une organisation quelconque.

13. Vu la composition multiethnique de la société trinitadienne, Mme Sadiq Ali pense qu'il serait particulièrement utile d'assurer la diffusion à la Trinité-et-Tobago des dispositions de l'article 5 de la Convention afin d'interdire et d'éliminer la discrimination raciale dans les différents secteurs de la vie sociale, en particulier dans les établissements, services et installations publics. Ayant relevé que le paragraphe 5 du rapport semble suggérer que le secteur de l'éducation est exempt de toute forme de discrimination raciale, Mme Sadiq Ali aimerait savoir si des cas d'incitation à la haine raciale se sont produits et quelles mesures ont été prises pour les réprimer en vertu de la loi sur la sédition qui est l'instrument juridique national applicable en la matière. Il serait en outre utile au Comité de connaître les résultats de l'enquête sur les pratiques en matière de recrutement dans les secteurs public et privé qui devait être effectuée en 1994, et de savoir si l'enquête a révélé des cas de discrimination raciale en matière d'embauche.

14. M. WOLFRUM constate avec étonnement que la Trinité-et-Tobago a introduit dans sa législation une loi sur le génocide sans être devenue partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Quelle est la raison de cette situation inhabituelle ?

15. L'intervenant aimerait en outre avoir des précisions sur le statut du Centre d'études ethnologiques dont il est question au paragraphe 8 du rapport. Est-il indépendant du gouvernement ? Quelle est sa composition ? De quelle autorité relève-t-il ? Quelles sont ses fonctions et ses activités ? A cet égard, les résultats de l'enquête que ce centre a effectuée sur les pratiques en matière de recrutement dans les secteurs public et privé et les discussions dont ils ont fait l'objet seraient extrêmement utiles au Comité.

16. M. Wolfrum note que les Trinidiens d'origine africaine et ceux d'origine indienne sont en nombre à peu près égal, mais qu'ils sont inégalement employés dans les secteurs public et privé, le commerce et l'agriculture. Il aimerait connaître les raisons de cette situation et savoir si des mesures ont été prises par le gouvernement pour atténuer cette répartition ethnique déséquilibrée en matière d'emploi. Il aimerait connaître en outre les raisons de l'évolution des pourcentages démographiques indiqués aux paragraphes 9 et 10 du rapport. L'intervenant note avec étonnement la disproportion entre les pourcentages des différents groupes ethniques composant la population totale et le nombre d'écoles confessionnelles relevant de chacun d'eux. Il ne comprend pas, par exemple, pourquoi les écoles catholiques sont aussi massivement dominantes tandis que les écoles hindoues semblent sous-représentées. Quelles sont les raisons de cette situation ?

17. M. Wolfrum regrette que le rapport CERD/C/224/Add.1 soit si avare d'informations sur les programmes scolaires car il estime que la teneur de ces programmes constitue un élément d'appréciation extrêmement utile de l'état des relations raciales dans une société multiethnique. Il demande en outre pourquoi les personnes qui se considèrent Caraïbes ou d'ascendance caraïbe ne sont pas traitées comme un groupe racial distinct puisqu'il devrait normalement suffire pour cela qu'elles se considèrent comme telles. Il demande enfin quel est le statut de la Convention dans le système juridique trinidien. A-t-elle été largement diffusée et intégrée dans la législation nationale ? Peut-elle être invoquée devant les tribunaux ?

18. M. de GOUTTES note que dans le rapport de la Trinité-et-Tobago il est dit que "l'Ordonnance relative à la sédition a une portée suffisante pour [...] permettre [au pays] de satisfaire à l'ensemble de ses obligations découlant de l'article 4" (par. 27), que "les individus sont totalement protégés contre la discrimination en vertu des dispositions de la Constitution et grâce à l'appareil judiciaire" (par. 32) et que "la High Court n'a été saisie d'aucun cas de violation présumée des droits de l'homme par l'Etat pour des raisons fondées sur la race, l'origine, la couleur, la religion ou le sexe" (par. 1). Cependant il se demande si les obligations de l'article 4 sont pleinement respectées par l'Etat trinidien. Lors de l'examen du sixième rapport (CERD/C/116/Add.3), le Président du Comité avait fait observer que la loi relative à la sédition posait un problème en ce sens que l'intention de commettre un acte séditieux, telle qu'elle est définie par la loi, est extrêmement difficile à prouver dans la pratique, et que cette loi, si elle répond effectivement en partie aux dispositions de l'alinéa a) de l'article 4, ne répond pas du tout à celles de l'alinéa b). M. de Gouttes souhaiterait donc savoir si des mesures législatives spécifiques ont été prises depuis 1987 pour compléter ce qui existe s'agissant de la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention. Il s'étonne, d'autre part, qu'aucun cas de discrimination raciale n'ait été porté devant les tribunaux. La Trinité-et-Tobago assure-t-elle effectivement à toute personne des voies de recours au sens de l'article 6 de la Convention ? Des mesures ont-elles notamment été prises par les autorités pour mieux informer les particuliers de leurs droits et pour mieux faire connaître les dispositions de la Convention ?

19. M. de Gouttes souhaiterait, d'autre part, savoir quel est le taux d'alphabétisation à la Trinité-et-Tobago et s'il existe des statistiques concernant l'accès des différents groupes ethniques à l'enseignement supérieur.

20. M. LECHUGA HEVIA aimerait quant à lui savoir quel est l'objet des lois spéciales dont il est question au paragraphe 6 du rapport. Que réglementent ces lois et comment protègent-elles les intérêts des différents groupes ? Au lieu d'empêcher la division entre les groupes, de telles lois auraient plutôt tendance à fractionner les intérêts des différents groupes. M. Lechuga Hevia se demande, d'autre part, si tous les groupes sociaux sont égaux s'agissant de l'accès à l'enseignement supérieur.

21. M. SONG souhaiterait lui aussi avoir des précisions quant à la teneur des six lois énumérées au paragraphe 6 du rapport. Il apprécierait également qu'on lui dise à quels résultats concrets ont abouti les recherches effectuées par le Centre d'études ethnologiques dont il est question au paragraphe 8 du rapport.

22. Relevant l'importance du pourcentage figurant à la rubrique "Autre/inconnue" concernant la répartition par religion de la population trinitadienne (par. 9), M. Song se demande à quels groupes ethniques appartiennent les individus représentés par ce pourcentage. Enfin le rapport indique que les membres de tous les groupes ethniques ont le droit de voter et d'être élus. Mais quelle est la situation réelle à cet égard ? Tous les groupes ethniques sont-ils équitablement représentés au Parlement ?

23. M. YUTZIS tient tout d'abord à revenir sur le problème de l'application de l'alinéa b) de l'article 4 de la Convention, alinéa que, selon lui, la Trinité-et-Tobago n'a pas encore vraiment respecté. En effet, l'article 4 de la loi relative à la sédition ne semble pas suffire pour condamner les organisations ou les groupes organisés préconisant la discrimination, sous quelque forme que ce soit. Se référant à l'appel à la vigilance adressé par le Ministre des affaires étrangères de la Trinité-et-Tobago dans le discours qu'il a prononcé le 22 mars 1993 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, M. Yutzis insiste sur l'importance de la prévention de la discrimination raciale et estime qu'il serait bon que la Trinité-et-Tobago se dote des moyens législatifs nécessaires pour condamner les organisations qui pourraient apparaître et préconiseraient des actes de caractère raciste. Il espère que, dans son prochain rapport, la Trinité-et-Tobago pourra faire état de progrès dans ce domaine.

24. Faisant observer d'autre part que la situation dans plusieurs pays voisins de la Trinité-et-Tobago provoque de nombreux départs, M. Yutzis s'étonne qu'aucune loi n'existe concernant la protection des réfugiés. Il souhaiterait par ailleurs avoir des données sur la proportion d'étudiants appartenant aux différents groupes ethniques ayant terminé leurs études primaires, secondaires et supérieures, ainsi que sur la représentation de chaque groupe ethnique au Parlement.

25. M. SHERIFIS se félicite de la reprise du dialogue avec la Trinité-et-Tobago, s'étonnant que ce dialogue ait été interrompu si longtemps. Il espère que la Trinité-et-Tobago ne tardera pas autant à présenter son prochain rapport.

26. Revenant sur des points qu'il avait soulevés lors de l'examen du sixième rapport de la Trinité-et-Tobago, M. Sherifis s'associe tout d'abord à M. Wolfrum pour souligner une nouvelle fois l'importance de l'application de l'article 7 de la Convention et espère réellement que l'Etat partie tiendra compte concrètement de cette observation. Il demande à nouveau à la délégation trinitadienne s'il existe des programmes spéciaux pour informer le personnel des services de police des dispositions de la Convention. Enfin, il voudrait savoir si les autorités trinitadiennes ont l'intention de faire la déclaration visée à l'article 14 de la Convention; le rapport actuellement à l'examen ne répond en effet pas à cette question.

27. M. Sherifis souhaiterait savoir pourquoi la Trinité-et-Tobago, ainsi qu'il est indiqué dans son rapport, n'est pas partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ni à la Convention relative au statut des réfugiés et au Protocole relatif au statut des réfugiés. Il invite la délégation trinitadienne à faire part aux autorités de son pays de la préoccupation du Comité à cet égard. S'agissant des droits et libertés fondamentales, M. Sherifis se réfère au paragraphe 13 du rapport où il est dit qu'"il ne peut être adopté de loi incompatible avec la protection de ces droits que par une majorité qualifiée des voix au Parlement". Cela signifierait donc que le Parlement peut adopter une loi incompatible avec la protection des droits fondamentaux. La possibilité de contester une telle loi devant les tribunaux semble représenter une garantie bien légère à cet égard. Enfin, notant qu'aucune poursuite n'a été engagée en vertu de l'Ordonnance relative à la sédition au cours des 22 années écoulées, M. Sherifis se demande si la population est bien informée des dispositions de la Convention et si des mesures sont prises pour faire connaître ces dispositions.

28. M. van BOVEN fait siennes les observations et les questions formulées par les orateurs précédents et se félicite que d'après le rapport (voir par. 36 et 37), aucune violence sectaire ne se soit manifestée à la Trinité-et-Tobago, et que dans ce pays aucun groupe religieux ou ethnique ne soit victime d'oppression ou de répression. Il s'étonne par ailleurs que ce soit l'Ordonnance relative à la sédition qui déclare délit punissable l'incitation à la haine raciale. A ce propos, il serait intéressant de savoir si le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago envisage de créer, conformément à la recommandation générale XVII (42) du Comité et à diverses recommandations de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale des Nations Unies, un organisme national pour faciliter l'application de la Convention.

29. M. ABOUL-NASR aimerait savoir pourquoi les Caraïbes ont pratiquement disparu, quel est leur nombre exact et si des mesures sont prises en leur faveur, notamment dans les domaines économique et éducatif, pour les dédommager des injustices dont ils ont été victimes.

30. Il serait également intéressant d'avoir des précisions sur une tentative de coup d'Etat fomentée par des musulmans, à la Trinité-et-Tobago et de savoir si ses auteurs ont été jugés.

31. Le PRESIDENT, s'exprimant en sa qualité de membre du Comité, fait siennes les observations formulées par les autres membres du Comité à propos du rapport de la Trinité-et-Tobago. Il insiste sur la nécessité de respecter le principe énoncé par l'Assemblée générale de l'ONU et par la Conférence de Vienne, selon lequel les Etats qui ont de leur plein gré ratifié un instrument international sont tenus de s'acquitter scrupuleusement des obligations qui en découlent, notamment l'obligation de présenter des rapports. Il souhaiterait que la délégation de la Trinité-et-Tobago fasse part au gouvernement de ce pays de la préoccupation du Comité dans ce domaine, afin de permettre la poursuite d'un dialogue fructueux et constructif.

32. Mme HENRY-PLACIDE (Trinité-et-Tobago) dit que son pays n'a pas de problème en ce qui concerne les réfugiés parce que les personnes qui souhaitent émigrer se dirigent vers d'autres pays, notamment les Etats-Unis d'Amérique. Toutefois, deux membres d'une équipe junior de football haïtienne ont récemment demandé et obtenu le statut de réfugié. Les autres joueurs de l'équipe, qui souhaitaient se réfugier aux Etats-Unis d'Amérique, ont, après que leur demande eut été rejetée par l'ambassade des Etats-Unis à Port-of-Spain, décidé de rentrer à Haïti.

33. S'agissant du Centre d'études ethnologiques, il convient de préciser que cet organisme est totalement indépendant de l'Etat, même si celui-ci et d'autres Etats de la région lui apportent une aide. L'enquête qu'il a menée et qui est mentionnée au paragraphe 8 du rapport a été rendue publique en 1994 et est actuellement examinée par le gouvernement. La délégation de la Trinité-et-Tobago ne dispose malheureusement pas d'une copie de ce document.

34. Les différences relevées entre les informations données au paragraphe 9 du rapport et celles qui figurent au paragraphe 12 tiennent à des raisons historiques. En effet, après l'abolition de l'esclavage, les anciens esclaves, qui étaient d'ascendance africaine, se sont installés dans les villes, tandis que les personnes d'ascendance indienne, qui avaient été recrutées comme travailleurs ruraux, sont restées à la campagne, principalement dans les régions où est cultivée la canne à sucre.

35. S'agissant de l'importance relative des différentes religions au sein de chacun des groupes ethniques, le gouvernement n'a pas jugé utile de fournir des statistiques à ce sujet parce qu'il n'y a pas de corrélation entre l'appartenance à tel ou tel groupe ethnique et la pratique de telle ou telle religion, et que chacun est libre de pratiquer la religion de son choix.

36. En ce qui concerne l'origine ethnique des membres du gouvernement, il y a lieu de préciser que celui-ci est pleinement multiracial. C'est ainsi par exemple que le Président est d'origine indienne et de religion musulmane, que le Premier Ministre est d'ascendance africaine et que le Ministre des affaires étrangères est d'ascendance indienne. Quant aux membres du Parlement, la moitié d'entre eux environ sont d'ascendance indienne.



37. Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement, il n'existe aucun obstacle de nature raciale. En effet, la sélection des étudiants désireux de faire des études supérieures se fait sur la base de leurs résultats aux examens de fin d'études secondaires. De même, les élèves qui souhaitent suivre des études secondaires doivent passer un examen d'entrée qui est le même sur tout le territoire.

38. Pour conclure, Mme Henry-Placide dit que le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago répondra dans son prochain rapport à toutes les autres questions posées par les membres du Comité. Elle assure en outre le Comité que le gouvernement examinera avec la plus grande attention toutes les observations qu'il a formulées.

39. Le PRESIDENT remercie la délégation de la Trinité-et-Tobago pour les informations qu'elle a données au Comité et prend note de l'engagement qu'elle a pris de répondre dans son prochain rapport aux questions restées en suspens. Il invite M. Chigovera, rapporteur chargé d'analyser le rapport de la Trinité-et-Tobago, à formuler ses observations.

40. M. CHIGOVERA exprime l'espoir que le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago poursuivra dans un avenir proche le dialogue constructif qu'il a engagé avec le Comité. En ce qui concerne l'accès à l'enseignement, il note qu'au paragraphe 34 du rapport il est dit que certaines écoles confessionnelles sont fréquentées en majorité par les membres d'une confession donnée. Il convient de relever à ce propos que d'après un rapport des Etats-Unis sur la Trinité-et-Tobago publié en février 1994, il n'y aurait pas de classes terminales dans les écoles secondaires hindoues, alors que la religion hindoue est la deuxième du pays, et seulement deux classes de ce type dans les écoles musulmanes, ce qui a pour conséquence de restreindre l'accès des hindous et des musulmans à l'université. Il serait intéressant de savoir si tel est bien le cas et, dans l'affirmative, si le gouvernement envisage de prendre des mesures pour remédier à cette situation. D'après ce même rapport, les musulmans seraient victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès aux autres écoles privées. Il semble à ce propos qu'aucune loi ne régit les conditions d'entrée dans les écoles privées, d'où un risque de discrimination à l'encontre de certaines personnes.

41. Pour conclure, M. Chigovera dit que si l'Ordonnance relative à la sédition permet dans une certaine mesure de donner effet aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, la Trinité-et-Tobago n'a toujours pas, comme lui en fait pourtant obligation le paragraphe b) du même article, déclaré illégales et interdit les organisations qui incitent à la discrimination, ni déclaré délit punissable par la loi la participation à ces organisations ou à de telles activités.

42. Le PRESIDENT remercie la délégation de la Trinité-et-Tobago d'avoir renoué de manière constructive le dialogue avec le Comité et l'assure de l'entière coopération du Comité.

43. La délégation de la Trinité-et-Tobago se retire.

## QUESTIONS D'ORGANISATION ET QUESTIONS DIVERSES (point 2 de l'ordre du jour)

44. M. van BOVEN souhaite savoir pourquoi le dernier rapport du Guatemala ne figure plus dans le programme de travail révisé. Il estime qu'il est impossible de surseoir à l'examen de la situation d'un pays qui connaît des problèmes ethniques très graves, d'autant plus que ce rapport réunit en un document unique (CERD/C/256/Add.1) les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième rapports périodiques, et que le deuxième rapport périodique aurait dû être présenté en 1986.

45. Le PRESIDENT fait observer que le programme de travail du Comité n'a été approuvé que pour la première semaine. Il appuie la proposition de M. van Boven tendant à ne pas différer l'examen du rapport du Guatemala.

46. M. RECHETOV dit que M. van Boven a attiré l'attention des membres du Comité sur le rapport d'un seul pays, en l'occurrence le Guatemala; il souhaite quant à lui placer cette question dans un contexte plus large. En effet, il fait remarquer que le Comité est souvent très critique à l'égard d'Etats qui ont montré leur bonne volonté en présentant leur rapport, alors qu'il fait preuve du plus grand mutisme à l'égard d'Etats qui n'ont jamais présenté de rapport, ce qui revient à avoir deux poids, deux mesures et, de ce fait, à pénaliser les Etats qui s'acquittent des obligations qui leur incombent. Il en va du prestige et de l'efficacité du Comité. Par ailleurs, M. Rechetov rappelle qu'au cours des dernières années, une vingtaine de nouveaux Etats ont été créés et sont devenus Membres des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Le Conseil de l'Europe et l'OSCE ont envoyé des missions d'observation dans ces pays pour vérifier que les droits des minorités y sont bien respectés. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ne fait pas suffisamment entendre sa voix et certains des Etats qui ont adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale depuis trois ans n'ont toujours pas présenté leur rapport. Il appartient au Comité d'adopter une position ferme à l'égard de ces Etats s'il ne veut pas perdre la face devant d'autres organes internationaux.

47. Le PRESIDENT dit qu'il incombe en effet au Comité d'adopter une position claire à l'égard des Etats successeurs à d'anciens Etats parties aux instruments relatifs aux droits de l'homme. Il fait également observer que, contrairement à l'approche adoptée au Conseil de l'Europe, les Etats successeurs sont automatiquement liés par les obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à compter de leurs dates respectives d'accession à l'indépendance et que le respect de ces obligations ne doit pas dépendre d'une déclaration de confirmation faite par le gouvernement de l'Etat successeur. A propos de l'examen du rapport du Guatemala, le Président croit se souvenir que l'examen de ce rapport aurait été supprimé du programme de travail du fait que le texte n'était disponible qu'en espagnol.

48. M. BANTON appuie les remarques de M. van Boven et M. Rechetov et attire l'attention des membres du Comité sur le paragraphe 6 de la note qu'il a rédigée sur "les rapports très en retard" (document CERD/C/46/Misc.3) qui reprend le paragraphe 17 du rapport de la cinquième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme selon

lequel "lesdits Présidents ont demandé instamment aux Etats parties de prendre, lors de leurs réunions périodiques, les mesures qui s'imposent en cas de non-présentation de rapport".

49. M. ABoul-NASr demande à M. Rechetov de préciser les pays auxquels il fait allusion, car en tant que non-Européen venant du tiers monde il ne suit pas les problèmes européens de près.

50. M. RECHETOV dit qu'il fait allusion aux Etats successeurs de l'ex-Union soviétique qui siègent notamment à la Commission des droits de l'homme et au Conseil de l'Europe, mais ignorent l'existence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

51. Le PRESIDENT attire l'attention des membres du Comité sur le rapport du Secrétaire général (document E/CN.4/1995/80) qui présente en annexe l'état des instruments relatifs aux droits de l'homme en ce qui concerne la succession, l'adhésion ou la ratification par les Etats qui ont succédé à l'ex-Yougoslavie, l'ex-Union soviétique et l'ex-Tchécoslovaquie.

52. M. YUTZIS dit que le Comité doit se fixer des priorités pour l'examen des rapports qui ne dépendent pas uniquement du retard avec lequel ces Etats parties présentent leurs rapports. La situation au Guatemala, par exemple, est très grave, comme le témoignent les documents des rapporteurs spéciaux, M. Tomuschat et Mme Mónica Pinto, et cette situation doit être examinée par le Comité, que la délégation du Guatemala soit présente ou non. La traduction du rapport est un problème administratif interne qui n'a rien à voir avec l'Etat partie.

53. M. de GOUTTES dit que, compte tenu de la gravité particulière de la situation au Guatemala, l'absence de traduction du rapport en français ne devrait pas, selon lui, constituer un obstacle majeur à l'examen du rapport de ce pays.

54. Le PRESIDENT propose que le secrétariat prenne contact avec la Mission du Guatemala pour lui préciser que le rapport du Guatemala sera examiné à la présente session et lui demander d'envoyer une délégation. Le Comité prendra une décision définitive sur la procédure à adopter pour l'examen de ce rapport, dès réception de la réponse de la Mission du Guatemala. Par ailleurs, le Président se dit très préoccupé par le nombre de rapports très en retard. En effet, le Comité attend toujours 19 rapports initiaux, 19 deuxièmes rapports périodiques, 18 troisièmes rapports périodiques, 20 quatrièmes rapports périodiques, 28 cinquièmes rapports périodiques, 33 sixièmes rapports périodiques, etc. Enfin, le Président précise que "le non-respect des obligations découlant des instruments internationaux, y compris le fait de ne pas présenter les rapports demandés, constitue une violation du droit international" et que des mesures doivent être prises à l'égard des pays qui ne respectent pas leurs obligations.

La séance est levée à 12 h 50.

-----